

# Cahier des clauses techniques particulières

## **Veille juridique suivi et analyse technique des textes juridiques et décisions de justice relatives aux énergies renouvelables et à la biodiversité**

Filières concernées : toutes les énergies renouvelables, terrestres et marines (bois-énergie, solaire photovoltaïque au sol et flottant, éolien onshore et offshore, hydroélectricité, méthanisation, géothermie, énergie osmotique, etc.)

Direction émettrice : Direction générale déléguée Mobilisation de la Société - Direction de l'Appui aux Stratégies pour la Biodiversité

Pilotes : OFB DASB (Véronique de BILLY) + DPPC

Relectures : Florent ROMAGOUX et Pierre BOYER (OFB DPPC) ; Thierry CHAMBERT (OFB-DRAS) ; Thomas EGLIN (ADEME)

# Sommaire

Sommaire.....	2
Présentation de l'office Français de la biodiversité.....	3
Pour l'essentiel.....	3
I. Contexte de la prestation.....	4
II. Objectifs.....	5
III. Définitions.....	5
III.1 Concernant les entités environnementales ciblées par cette étude.....	5
III.2 Concernant les filières énergétiques.....	5
III.3 Concernant le volet juridique.....	6
IV. Prestation attendue.....	7
IV.1 Périmètre de la prestation.....	7
IV.2 Programme de travail.....	7
Volet 1 - Veille juridique.....	7
Volet 2 – Analyse juridique et technique individualisée, synthèse et diffusion.....	9
Volet 3 – Revue systématique et bilan annuel.....	10
V. Planning de l'étude.....	11
VI. Gouvernance.....	11
VI.1 Comité de pilotage (CoPil).....	11
VI.2 Equipe projet.....	11
VI.3 Réunions.....	12
VII. Livrables contractuels dus à l'OFB.....	12

# Présentation de l'office Français de la biodiversité

L'Office français de la biodiversité (OFB) est un établissement public placé sous la tutelle du ministère de l'environnement et du ministère de l'agriculture. Il est dédié à la sauvegarde de la biodiversité. Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique.

L'OFB réalise 5 missions complémentaires :

- la police de l'environnement et la police sanitaire de la faune sauvage ;
- la connaissance, la recherche et l'expertise sur les espèces, les milieux et leurs usages ;
- l'appui à la mise en œuvre des politiques publiques ;
- la gestion et l'appui aux gestionnaires d'espaces naturels.

## Pour l'essentiel

Cette étude s'inscrit au sein du projet LIFE BIODIV'France (LIFE22-IPN-FR-101104846- LIFE BIODIVFr), dont la finalité est d'accompagner la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la biodiversité<sup>1</sup> (SNB) 2030, et notamment la mesure 15<sup>2</sup> « Renforcer la prise en compte des enjeux de protection de la biodiversité dans les projets d'infrastructures énergétiques ».

Ce projet LIFE BIODIV'France concerne les 5 thématiques suivantes : appui aux territoires, renforcement de l'efficacité des aires protégées, accompagnement des filières (dont agriculture, forêt, énergies renouvelables et pêche), mobilisation des citoyens et développement des compétences. La présente étude s'inscrit dans l'action « T5.6.3. Sous-traitance pour médiation et production de supports pédagogiques (3 vidéos, parcours e-learning, design d'un guide technique) » du projet LIFE BIODIV'France.

La présente consultation vise à contribuer à la conciliation des politiques sectorielles de transition énergétique d'une part et de préservation de l'eau et de la biodiversité d'autre part, en dressant un bilan régulier et actualisé des textes européens et nationaux ainsi que des décisions de justice administrative et judiciaire en matière d'intégration de la biodiversité, de l'eau (milieux aquatiques et humides) et des milieux marins lors (i) de la planification territoriale des énergies renouvelables (EnR), et (ii) de la conception / instruction / exploitation / suivi / démantèlement ou renouvellement des projets au cas par cas. La bonne compréhension et prise en compte de ces attendus participe en effet à la sécurisation juridique des projets.

Cette étude s'inscrit sur une période de trois ans et comprend les 3 volets suivants :

Réaliser au fil de l'eau, une veille des textes juridiques et des décisions de justice relatifs aux filières d'EnR et concernant la biodiversité, l'eau et les milieux aquatiques et marins ;

Analyser sur le plan juridique et technique, le contenu de ces textes et décisions, et diffuser leur analyse sur les sites webs de l'Observatoire des EnR et de la biodiversité et de l'OFB ;

Dresser, pour chaque filière d'EnR, un bilan annuel de l'ensemble de ces textes et décisions, visant à éclairer les parties prenantes sur les points de vigilance majeurs à retenir en matière d'intégration concrète de la biodiversité, de l'eau et des milieux aquatiques et marins pour cette filière d'EnR, et ce, à l'échelle des territoires (lors de la phase de planification) et à celle des projets (lors des phases de conception / instruction / exploitation / suivi / démantèlement ou renouvellement des installations de production d'énergie renouvelable).

---

<sup>1</sup> La SNB accélère l'engagement de la France en faveur de la biodiversité en proposant 40 mesures précises autour de 4 axes pour atteindre les ambitions portées par le cadre mondial de la biodiversité d'ici 2050 :

- réduire les pressions qui s'exercent sur la biodiversité,
- restaurer la biodiversité dégradée partout où c'est possible,
- mobiliser tous les acteurs,
- garantir les moyens d'atteindre ces ambitions.

Le déploiement de la SNB implique un impact mesurable dans les territoires.

<sup>2</sup> [Mesure 15. Renforcer la prise en compte des enjeux de protection de la biodiversité | Biodiversité.gouv.fr](#)

# I. Contexte de la prestation

Dans le double contexte de transition énergétique et d'effondrement de la biodiversité, la mise en place d'un mix-énergétique en France comprenant le développement des énergies renouvelables (EnR) à grande échelle, soulève de nombreuses questions, contraintes voire tensions. Les solutions proposées en réponse aux enjeux globaux de réduction des émissions de gaz à effet de serres (GES) et d'atténuation du changement climatique, se confrontent parfois aux enjeux territoriaux de préservation des paysages, des sols, de l'eau ou de la biodiversité (« *Green on Green* »).

Aussi, la recherche de mesures permettant de **concilier** les deux politiques sectorielles que sont la transition énergétique et la reconquête de la biodiversité<sup>3</sup> est une priorité de l'État : cf. Plan Biodiversité 2018, Plan solaire 2021, Stratégie nationale biodiversité 2030, loi APER du 10/03/2023, projet de Programmation pluriannuelle de l'énergie (édition 2025), etc. Il importe en effet de créer les conditions permettant de respecter les objectifs conjugués de neutralité Carbone<sup>4</sup> et de zéro perte nette de biodiversité<sup>5</sup> (auquel s'ajoute le zéro artificialisation net).

A ce titre, de nombreuses actions visant à concilier EnR et biodiversité ont été déployées ces dernières années (parangonnage des leviers internationaux de conciliation des EnR et de la biodiversité ; développement de la connaissance scientifique sur les impacts et solutions ; bilan et transfert des savoirs via des Observatoires, réseaux territoriaux, formations, guides, etc. ; capitalisation des retours d'expériences et valorisation des bonnes pratiques ; etc.). Toutefois, nombre de projets EnR continuent d'être implantés en milieux naturels, sur des sites présentant parfois de forts enjeux écologiques ou des puits de Carbone (zones humides, forêts) ; et le respect de la séquence ERC pose question au cas par cas (cf. avis CNPN, CSRPN et MRaE). Ces incohérences ne manquent pas d'engendrer des incompréhensions et alimentent les très nombreux contentieux auxquels ces filières sont soumises. Au-delà du risque réputationnel ou juridique pour les maîtres d'ouvrage concernés, c'est toute la filière qui en pâtit.

Afin d'y remédier, il importe d'éclairer les parties prenantes en charge du déploiement territorial des EnR sur les attendus et points de vigilance juridiques en matière d'intégration de la biodiversité, de l'eau et des milieux aquatiques et marins, dans les documents de planification ou lors de la conception technique des projets d'EnR.

---

<sup>3</sup> La France s'est engagée à l'échelle internationale, communautaire et nationale à engager une politique de reconquête de la biodiversité, dont les objectifs sont de :

- préserver les milieux naturels (Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2015-2020), via notamment la non dégradation supplémentaire de l'état écologique et chimique des masses d'eaux superficielles et souterraines : Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE, 2000), la non dégradation de l'état des milieux marins : Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin (DCSMM, 2008) et le maintien en bon état de conservation des espèces protégées ou des habitats d'intérêt communautaire : Directive Habitat/Faune/Flore (DHFF, 1992) ;
- stopper l'érosion de la biodiversité dans les territoires, en en faisant un enjeu positif pour les décideurs, en maîtrisant les pressions d'origine humaine sur les milieux naturels et les espèces, et en améliorant l'efficacité des politiques de préservation de la biodiversité (Stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020 ; Plan Biodiversité, 2018) ;
- préserver et renforcer la capacité des territoires à fournir et à bénéficier des services écosystémiques fournis par la biodiversité, en visant notamment le maintien de la capacité de résilience des territoires et des écosystèmes associés (Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2015-2020 ; Stratégie nationale biodiversité 2030).

<sup>4</sup> Décret 2020 ; stratégie nationale bas-carbone.

<sup>5</sup> Art. L. 110-1 du code de l'environnement.

## II. Objectifs

Cette étude vise à :

Réaliser une veille en continu des textes juridiques et des décisions de justice relatives aux filières d'EnR, à la biodiversité, à l'eau (milieux aquatiques et humides) et aux milieux marins ;

Analyser sur le plan juridique et technique et diffuser en les vulgarisant, un résumé de ces textes et décisions et leur analyse, via le site web de l'Observatoire des ENR et de la biodiversité ;

Dresser, pour chaque filière d'ENR, un bilan annuel de l'ensemble des textes et décisions de justice disponibles ou parus, visant à éclairer les parties prenantes sur les points de vigilance majeurs à retenir en matière de planification, de conception technique, de réalisation, d'exploitation ou de suivi des projets ainsi que de remise en état des terrains concernés par les projets en fin d'exploitation.

## III. Définitions

### III.1 Concernant les entités environnementales ciblées par cette étude

Par « biodiversité » ou « diversité biologique », cette étude s'appuie sur la définition inscrite au I de l'article L. 110-1 du code de l'environnement, qui évoque « *la variabilité des organismes vivants de toute origine, y compris les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques, ainsi que les complexes écologiques dont ils font partie. Elle comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces, la diversité des écosystèmes ainsi que les interactions entre les organismes vivants* ».

Par « incidences » à la biodiversité, cette étude comprend :

- les atteintes aux individus : du simple dérangement à la mortalité (aversion, attrait, pièges écologiques, etc.) ;
- l'altération, la dégradation voire la destruction des biotopes ou habitats de ces espèces et de leurs corridors migratoires ;
- l'altération, la dégradation voire la destruction des fonctions écologiques et services écosystémiques potentiellement associés.
- Par « eau (milieux aquatiques et humides) et milieux marins », cette étude entend l'ensemble des masses d'eau déterminées par les directives 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (notamment art. 2) et 2008/56/CE du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin (directive-cadre stratégie pour le milieu marin, notamment ses art. 2 et 3) ; de même que la définition des zones humides inscrite à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

### III.2 Concernant les filières énergétiques

Par « énergies renouvelables », cette étude s'appuie sur la définition inscrite à l'article L. 211-2 du livre II, titre Ier du code de l'énergie<sup>6</sup> qui évoque « *une énergie produite à partir de sources non fossiles renouvelables, à savoir l'énergie éolienne, l'énergie solaire thermique ou photovoltaïque, l'énergie géothermique, l'énergie ambiante, l'énergie marémotrice, houlomotrice ou osmotique et les autres énergies marines, l'énergie hydroélectrique, la biomasse, les gaz de décharge, les gaz des stations d'épuration d'eaux usées et le biogaz. L'énergie ambiante est l'énergie thermique naturellement présente et l'énergie accumulée dans un environnement fermé, qui peut être emmagasinée dans l'air ambiant, hors air extrait, dans les eaux de surface ou dans les eaux usées. La biomasse est la fraction biodégradable des produits, des déchets et des résidus d'origine biologique provenant de l'agriculture, y compris les substances végétales et animales, de la sylviculture et des industries connexes, y compris la pêche et l'aquaculture, ainsi que la fraction biodégradable des déchets, notamment les déchets industriels ainsi que les déchets ménagers et assimilés lorsqu'ils sont d'origine biologique* ».

---

<sup>6</sup> [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000043213358/](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043213358/)

Un focus sera toutefois attendu sur les filières énergétiques pour lesquelles :

la Programmation Pluriannuelle de l'Energie 2019 – 2028 et les projets de révisions en cours, prévoient un fort développement ces prochaines années : cas par exemple de l'éolien onshore et offshore, du solaire photovoltaïque au sol et flottant, de la méthanisation ;

des Directives européennes ou politiques sectorielles concomitantes à celle de l'énergie pourraient être de nature à encadrer directement ou indirectement la planification des ENR ou la conception / instruction / exploitation / suivi / démantèlement ou renouvellement des projets énergétiques. Il s'agit notamment des directives :

- 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
- 2004/35/CE du 21 avril 2004 sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux (« DRE ») ;
- 2008/56/CE du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin (directive-cadre stratégie pour le milieu marin ; règlement (UE) 2024/1991 du 24 juin 2024 relatif à la restauration de la nature
- etc.

### III.3 Concernant le volet juridique

Par « textes juridiques », il est entendu l'ensemble des textes européens (directives et règlements européens) voire internationaux, ainsi que des textes nationaux (loi, décrets, arrêtés ministériels ou préfectoraux à valeur réglementaire, circulaires au sens large et s'appliquant à la métropole ou aux territoires ultra-marins) visant, directement ou indirectement, à préciser les modalités de planification des ENR ou de leur conception technique, instruction, installation, exploitation ou démantèlement, et comprenant des dispositions spécifiques à la biodiversité, à l'eau (milieux aquatiques et humides) ou aux milieux marins (voire aux paysages et aux sols si jugées pertinentes car en lien direct ou indirect avec les entités environnementales précitées).

Par « décisions de justice », il est entendu l'ensemble des avis ou décisions relevant :

- sur le plan **européen**, de la Cour de Justice de l'Union européenne (voire le Tribunal de l'Union européenne) et de la Cour européenne des droits de l'homme, voire de juridictions d'autres Etats membres faisant application de dispositions du droit de l'Union européenne ou du Conseil de l'Europe ;
- sur le plan **administratif**, du Conseil d'Etat, des Cours Administratives d'Appel et des Tribunaux Administratifs à l'échelle française ;
- sur le plan **judiciaire**, de la Cour de Cassation, des Cours d'Appel et des Tribunaux Judiciaires (tant au plan civil, pénal que commerciale) à l'échelle française.

Les textes juridiques ou décisions de justice relatifs aux ENR, et traitant de la prise en compte des paysages (au sens anthropocentré du code de l'environnement) ou des sols, ne font pas partie du champ immédiat d'investigation de cette étude. Toutefois, dans le cas où ces derniers participeraient, directement ou indirectement, à la prise en compte de l'écologie du paysage, de la biodiversité, de l'eau (milieux aquatiques et humides), des milieux marins ou de leurs fonctions écologiques ou services écosystémiques associés, ils pourront également être référencés, analysés et vulgarisés si jugés pertinents.

Il en est de même pour les textes juridiques et décisions de justice ne traitant pas directement des ENR, mais dont les dispositions peuvent s'appliquer ou être transposées aux ENR (ex. modalités d'application de la législation « espèces protégées »).

## IV. Prestation attendue

### IV.1 Périmètre de la prestation

Pour atteindre les objectifs susmentionnés, la prestation devra *a minima* comporter les travaux décrits dans le présent cahier des clauses techniques particulières.

L'étude s'intéressera à toutes les entités environnementales, filières d'ENR, textes juridiques et décisions de justice citées au §. III.

Les ressources (textes juridiques, décisions de justice) devront être recherchées au niveau des instances et juridictions européennes et françaises.

Les parties prenantes ciblées par l'étude concernent les acteurs en charge de la planification des ENR (collectivités territoriales notamment) et ceux en charge de la conception, de l'instruction, de l'exploitation, du suivi, du démantèlement ou du renouvellement des projets ENR (maîtres d'ouvrage, maître d'œuvre, bureaux d'études, services instructeurs de l'Etat, établissements publics, ONG, etc.).

Les livrables devront être systématiquement rédigés en français, en évitant les anglicismes. Un résumé en anglais des rapports annuels devra également être effectué.

### IV.2 Programme de travail

#### *Volet 1 - Veille juridique*

Ce premier volet comprend la mise en place et la réalisation d'une veille en continu des textes juridiques et des décisions de justice relatifs aux filières d'ENR, et traitant de la prise en compte de la biodiversité, de l'eau (milieux aquatiques et humides) et des milieux marins.

Deux bases de données (BD) distinctes, référençant ces textes ou décisions devront être créées.

Elles devront se présenter sous la forme de tableurs permettant un accès partagé et sécurisé entre le prestataire et l'équipe projet ; de même qu'un transfert sur EXCEL pour analyse.

Concernant les textes juridiques, la BD devra à minima comprendre les champs suivants :

- filière d'ENR concernée ;
- échelle du texte : européenne / nationale ;
- statut du texte ;
- année de la publication ;
- date de la publication ;
- n° d'article concerné ;
- phase du cycle de vie concernée : planification, conception, installation, exploitation, suivi, démantèlement, renouvellement autorisation (repowering), remise en état ;
- entité environnementale concernée : biodiversité, eau ou milieux aquatiques ou marins
- contenu du texte ou de l'article ;
- adresse URL du lien dans Légifrance (ou autre site) ;

etc.

Concernant les décisions de justice administrative et judiciaire, la BD devra à minima comprendre les champs suivants :

- filière d'ENR concernée ;
- nom du document de planification ou du projet EnR concerné par la décision ;
- échelle de la décision : européenne / nationale ;
- niveau de juridiction ayant émis l'avis ou la décision ;
- nom de la juridiction ayant émis l'avis ou la décision ;
- n° de la décision ;
- année de la décision ;
- date de la décision ;
- région(s) ;
- département(s) ;
- commune(s) ;
- phase du cycle de vie concernée : planification, autorisation, exploitation, renouvellement autorisation (repowering) ;
- phase du cycle de vie concernée par le contenu de la décision : planification, conception, installation, exploitation, suivi, démantèlement, renouvellement autorisation (repowering) ;
- synthèse de la décision (rejet de la requête ; sursis à statuer ; annulation de l'arrêté d'autorisation ; modification partielle de l'arrêté d'autorisation ; etc.)
- type d'acteur à l'origine du document contesté : collectivité territoriale ; maître d'ouvrage ; etc.
- nom de l'acteur à l'origine du document contesté ;
- type d'acteur à l'origine de la requête : association de protection de la nature ; collectif citoyen ; etc.
- nom de l'acteur à l'origine de la requête ;
- type d'entités environnementales concernées par la décision : biodiversité, eau et milieux aquatiques et marins, autres ;
- liste des espèces / types de milieux pris en compte ;
- nature des considérants retenus justifiant la décision : absence de RIIPM, site d'implantation du projet, dimensions du projet, qualité et complétude de l'état initial, sensibilité d'une espèce à la filière ENR concernée, impact non pris en compte, risque d'atteinte aux habitats, risque d'altération d'un corridor écologique, risque de pollution physico-chimique des eaux, nature ou efficacité des mesures ERC, effets cumulés avec d'autres activités anthropiques, etc.
- adresse URL de téléchargement de la décision dans sa version finale ;

etc.

Le prestataire pourra proposer des champs supplémentaires à ceux pré-listés ci-dessus.

Pour la première année de l'étude, les textes et décisions majeures des 5 dernières années devront être intégrés aux deux BD, ceci afin de pouvoir analyser et comparer les contenus de ceux de l'année en cours puis des années n+1 et n+2 de l'étude (cf. volet 3).

Le renseignement de ces deux BD devra ensuite être réalisé au fil de l'eau et pendant toute la durée de l'étude (cf. chapitre VI). Ces deux BD seront accessibles aux membres du COPIL et de l'équipe projet dès le début de leur réalisation.



**Livrables :**

- une BD des textes juridiques, à actualiser au fil de l'eau ;
- une BD des décisions de justice administrative ou judiciaire, à actualiser au fil de l'eau.

*Volet 2 – Analyse juridique et technique individualisée, synthèse et diffusion*

Ce deuxième volet comprend :

l'analyse du contenu de chacun de ces textes ou décisions, en faisant un focus sur le plan technique ;

la transmission aux membres du COPIL et de l'équipe projet et dans un format vulgarisé (i.e. clair et lisible du grand public) :

- d'un résumé de ces textes ou décisions,
- de leur analyse juridique et technique (dont le ou les apports essentiels),
- et de leurs conséquences techniques potentielles en termes de planification ou de conception / instruction / exploitation / suivi / démantèlement ou renouvellement des projets ENR.

Lors de l'analyse sur le fond, de ces textes et décisions, il importera :

- de rester sur des considérations rigoureusement factuelles, en évitant notamment toute extrapolation ou spéculation sur leurs contenus, champs d'application ou conséquences – et en s'appuyant en tant que de besoin sur la connaissance scientifique ou technique de ces sujets ;
- de citer autant que possible les outils disponibles (guides techniques, référentiels, modèles statistiques, etc.) d'aide à l'application de ces textes ou décisions ;
- d'identifier les enseignements majeurs à retenir de ces textes et décisions sur le plan technique.

Ces analyses devront donc être juridiquement, techniquement et scientifiquement approfondies.

Elles devront être rédigées sur un minimum de 2 pages, selon une forme synthétique, simple, claire et intelligible par le grand public, dans un esprit de vulgarisation et de bonne compréhension par tous de ces attendus juridiques, selon une « fiche type » qui sera validée par le CoPil. Une proposition de « fiche type » pourra être utilement jointe dans l'offre du candidat.

Ces livrables devront être réalisés au fil de l'eau, et transmis dans les 15 jours suivant la publication de ces textes ou décisions.

La diffusion de ces livrables sera effectuée sur le site web de l'Observatoire des EnR et de la biodiversité.

**Livrables :**

- « fiche type » de présentation des textes juridiques ou décisions de justice, à faire valider par le CoPil ;
- fiches de présentation résumée de chaque texte ou décision, accompagnée de leur analyse technique, à réaliser au fil de l'eau ;
- Le résumé devra contextualiser le texte ou la décision de justice (titre, date, auteur de la décision, amendement potentiel, historique des faits, etc.) puis reprendre les différents termes ou considérants nécessitant une clarification technique et proposer une interprétation détaillée de ces derniers, en y associant les sources scientifiques si possible.
- mise en ligne sur le site web de l'Observatoire des EnR et de la Biodiversité, de ces textes ou décisions, et de leur analyse technique.

### *Volet 3 – Revue systématique et bilan annuel*

Ce troisième volet vise à réaliser (1) une analyse globale des textes juridiques et décisions de justice précités ; et (2) à dresser un bilan annuel des attendus ou points de vigilance majeurs qui en résultent (anciens et de l'année en cours). Son objectif est d'éclairer les parties prenantes citées au § IV-1, sur les évolutions techniques à retenir et à intégrer dans leurs pratiques d'une année sur l'autre, et ce, compte tenu des apports, précisions ou enseignements nouveaux issus de ces textes ou décisions de l'année en cours comparés aux années précédentes.

Cette analyse globale et le bilan annuel des attendus ou points de vigilance seront effectués à l'échelle de toutes les ENR confondues d'une part, puis à celle de chaque filière d'ENR traitée séparément. Les filières d'ENR et entités environnementales considérées sont celles citées au § III.1 du présent CCTP.

Concernant les nouveaux textes juridiques de l'année en cours : leurs apports en termes de champ d'application et d'attendus techniques devront être présentés en détail, puis synthétisés. Une comparaison avec les champs d'application et attendus des années précédentes devra être effectuée.

Concernant les décisions de justice de l'année en cours, il s'agira notamment de dresser un bilan :

- de leur champ d'application ;
- des attendus ou points de vigilance techniques nouveaux émanant d'un faisceau de décisions similaires et pouvant s'appliquer à la majorité des situations rencontrées - qu'il s'agisse de la planification territoriale de la ou des filières considérées ou de la conception / instruction / exploitation / suivi / démantèlement ou renouvellement des projets ;
- des outils éventuellement disponibles d'aide à l'application de ces attendus ou points de vigilance techniques (données, guides, modèles, cartes, etc.) ;
- des spécificités éventuelles de certaines décisions et des raisons les justifiant : champ d'application, enjeux écologiques ou type d'impact particuliers ; absence de solutions d'atténuation à l'efficacité éprouvée ; etc. ;
- des possibilités éventuelles de transposition des enseignements tirés de certaines décisions de justice propre à une filière d'ENR aux autres filières énergétiques ;
- de leur évolution temporelle éventuelle, comparées aux attendus émanant des précédentes décisions de justice ;
- de leur variabilité spatiale potentielle (ex. : différences entre régions ; effet des enjeux écologiques)
- des messages-clés en résultant et à retenir en matière de planification ou de conception technique des projets.

Afin d'objectiver l'analyse globale de ces décisions de justice et leur évolution spatiale et temporelle potentielle, une revue systématique sera effectuée chaque année. Elle permettra notamment d'évaluer (1) la significativité de certains points de vigilance ou attendus techniques (en oui/non) au sein d'un faisceau de décisions ; (2) le sens des décisions prises (positif ou négatif) ; et (3) l'ampleur de ces décisions (ex. : nombre de décisions par catégorie de points de vigilance). Cette analyse sera géoréférencée, afin d'identifier la variation spatiale éventuelle de ces décisions, l'effet potentiel des enjeux écologiques concernés, etc.

A noter que le premier bilan annuel à effectuer comprendra en complément une analyse des textes et décisions majeures des 5 dernières années, ceci afin de pouvoir analyser et comparer leurs contenus avec ceux de l'année en cours puis des années n+1 et n+2 de l'étude.

Ces revues systématiques seront effectuées à l'aide des données saisies au sein des deux BD citées au volet 1.

Ces analyses et résultats devront autant que possible être synthétisés à l'aide de chiffres clés et illustrés de tableaux, figures, cartes ou infographies (ex. cartes mentales) permettant d'optimiser leur lisibilité et vulgarisation auprès du grand public, et plus particulièrement des acteurs cités au § IV.1.

Ces résultats et leur bilan seront rassemblés au sein d'un rapport autoportant, d'un minimum de 60 pages. Ce rapport répondra aux objectifs et attendus précités. Il comprendra notamment :

- un résumé technique, en français et en anglais, de 10 000 caractères maximum, espaces non compris.

Il s'agira de présenter une synthèse des décisions prises dans l'année en cours, et de leur interprétation et conséquences pour la planification et/ou la conception technique des projets ;

- un rappel du contexte et des objectifs de ce bilan annuel ;
- les méthodes utilisées ;
- l'ensemble des résultats obtenus présentés de manière techniquement détaillée, accompagnés autant que possible des modalités éventuelles de mise en application de certains de ces attendus ou points de vigilance techniques issus des textes juridiques ou décisions de justice ;
- un résumé pour décideurs par filières d'ENR sur le plan technique ;
- les deux BD en annexe.

La durée de l'étude étant de trois ans, trois bilans annuels seront réalisés au total.

#### Livrables :

- analyse globale des textes juridiques et décisions de justice ;
- bilan des attendus et points de vigilance techniques majeurs à retenir pour l'ensemble des filières d'une part, puis pour chacune d'entre elles séparément d'autre part – accompagné des ressources à disposition pour y répondre (données, articles scientifiques, guides techniques, modèles statistiques, cartes, etc.) ;
- rapport annuel présentant l'ensemble de ces résultats de manière illustrée et rappelant les messages-clés à retenir par filières.

## V. Planning de l'étude

La durée du marché est de 36 mois, à compter de sa date de notification (T0).

Les livrables à diffuser au fil de l'eau devront être transmis dans leurs versions quasi-définitives à l'équipe projet pour avis et validation, avant publication.

Les bilans annuels devront être fournis au plus tard à la fin du 10<sup>ème</sup> mois de chaque année et 1 mois avant la fin du marché, pour avis et validation de l'équipe projet avant publication.

## VI. Gouvernance

### VI.1 Comité de pilotage (CoPil)

Les membres du CoPil assureront le cadrage et le suivi de cette étude tout au long de la durée du contrat. Il s'agit de :

Véronique de BILLY (OFB DGD Mob. - DASB) ;

A *définir* (OFB DGD PCE - DPPC).

### VI.2 Equipe projet

L'équipe projet contribuera, avec le CoPil, au suivi de cette étude tout au long de la durée du contrat. Elle comprend : Thomas EGLIN (ADEME – PEPIT).

## VI.3 Réunions

Des échanges réguliers, à minima mensuels, devront être organisés en visioconférence entre le prestataire et les pilotes de l'étude, afin (1) d'assurer un suivi régulier et continu de la réalisation des différents volets cités au § IV.2 de ce CCTP et de la publication des livrables associés, et (2) de répondre aux questions permettant de les faire avancer le cas échéant.

Le prestataire devra prévenir au plus tôt les pilotes de difficultés techniques ou organisationnelles éventuelles, engendrant un retard dans la réalisation des volets et la publication des différents livrables ; et proposer sans attendre des solutions alternatives.

Le prestataire devra préparer en amont toutes les réunions, en soumettant à l'avis des pilotes, un projet d'ordre du jour. Lors de ces réunions, seront abordés : l'état d'avancement des différents volets et leurs contenus, les questions voire difficultés éventuelles rencontrées et les points de discussion ou de débats à engager le cas échéant avec l'Etat, des scientifiques, gestionnaires d'infrastructures énergétique ou autres parties prenantes.

L'ensemble des supports et documents de séance seront déposés sur un serveur dédié sécurisé, tout comme les deux BD et autres livrables prévus au § IV-2 de ce CCTP.

## VII. Livrables contractuels dus à l'OFB

Dans le présent document, T0 désigne la date de notification du présent marché.

Le contrat fera l'objet de la réalisation puis de l'envoi au COPIL et à l'équipe projet :

De l'ensemble des livrables à date listés au chapitre IV du présent CCTP ;

Des documents de séance nécessaires à l'animation des réunions (comprenant une présentation Powerpoint de l'état d'avancement des différents volets et des points saillants associés) ;

D'un tableau de bord annuel précisant la volumétrie des volets 1 et 2 et l'état d'avancement du volet 3 à T0 + 3 mois, T0 + 6 mois et T0 + 9 mois de chaque année, et comprenant :

- un bilan des travaux effectués, des résultats obtenus et des livrables réalisés à ces dates ;
- une mise à jour de l'échéancier des travaux restant à effectuer et des solutions envisagées pour remédier aux éventuelles difficultés rencontrées ;
- la liste des travaux à prévoir pour les étapes suivantes ;

D'une présentation Powerpoint de 10 à 20 diapositives, en français, à remettre la première année en version provisoire à T0 + 10 mois pour avis et correction de l'équipe projet ; puis à actualiser lors de deux années suivantes. Cette présentation Powerpoint rappellera les objectifs et la méthode de réalisation de la veille juridique, une synthèse des résultats majeurs issus des volets 2 et 3, et les messages-clés à retenir ;

D'au moins deux présentations orales par an de ces résultats, lors d'événements organisés par l'OFB ou l'ADEME (webinaires des réseaux SolEoBio et EnR'Bio, séminaires, Rencontres de l'Observatoire des ENR et de la Biodiversité, etc.).

Les livrables doivent :

- Indiquer que le projet est cofinancé par l'Union européenne ;
- Faire figurer les logos du programme LIFE et de l'OFB ;
- Mentionner une clause de non responsabilité : « *Cofinancé par l'Union européenne. Les points de vue et les opinions exprimés sont toutefois ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de CINEA. Ni l'Union européenne, ni l'autorité chargée de l'octroi de la subvention ne peuvent être tenues pour responsables* ».

L'ensemble de ces livrables devra mentionner la gouvernance accompagnant leur réalisation.

Les livrables devront respecter la charte de l'Observatoire des énergies renouvelables et de la biodiversité mis en œuvre conjointement par l'OFB et l'ADEME, et du projet LIFE BIODIV'France. Ces chartes graphiques seront transmises au prestataire pour l'ensemble des documents en diffusion externe.

Ils seront diffusés sur le site internet de l'Observatoire des énergies renouvelables et de la biodiversité<sup>7</sup> et le portail technique de l'OFB. Ils devront être rédigés de la manière la plus pédagogique possible, afin de s'adresser au plus grand nombre. Ils devront à ce titre être accompagnés d'infographies claires et visuellement attractives (schémas, figures, chiffres clés, cartes mentales, etc.).

---

<sup>7</sup> URL provisoire : <https://enr-pprod.ofb.fr/>